

Les avantages et les inconvénients économiques d'une population stationnaire, par JOSEPH STASSART. Un vol., 6¼ po. x 9¼, broché, 256 pages — FACULTÉ DE DROIT, LIÈGE ET MARTINUS NIHOFF, La Haye, 1965

Denis Germain

Volume 42, Number 4, January–March 1967

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1003431ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1003431ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Germain, D. (1967). Review of [*Les avantages et les inconvénients économiques d'une population stationnaire*, par JOSEPH STASSART. Un vol., 6¼ po. x 9¼, broché, 256 pages — FACULTÉ DE DROIT, LIÈGE ET MARTINUS NIHOFF, La Haye, 1965]. *L'Actualité économique*, 42(4), 878–879.
<https://doi.org/10.7202/1003431ar>

à la lecture telles que « du bas de laine à la Bourse », « la belle épargne de la Belle Époque... doit-elle être regrettée » pourrait détourner, bien à tort, le lecteur peu désireux de perdre son temps en lectures du type « Veillées des chaumières ».

Qu'on ne s'y laisse donc pas prendre : le petit ouvrage de Cazal et Vajda est remarquable d'intelligence et de clarté, et les auteurs ne quittent jamais la stricte orthodoxie. Entendons par là que leur étude s'appuie sur une connaissance parfaite des mécanismes monétaires, et qu'ils savent ne jamais confondre simplification des raisonnements et rigueur des phénomènes économiques.

Les étudiants, et tous ceux qui, dans le monde des affaires, désirent rafraîchir leurs connaissances, les préciser, ou même résoudre des problèmes monétaires jugés par eux trop complexes, liront avec profit *Les pièges de l'Épargne*.

Fréquemment des tableaux synoptiques font le point sur des problèmes jamais assez médités. L'un des mérites essentiels des auteurs est d'admettre qu'on n'explique bien qu'à partir d'un vocabulaire précis ; tout devient ensuite relativement clair.

Retenons en particulier une exégèse satisfaisante de l'égalité $E = I$ sur laquelle se sont épuisés, en de savantes et incompréhensibles élucubrations, trop d'auteurs chevronnés.

Les pages consacrées à la « Machine à prêter » (tel est le titre du chapitre IV) devront évidemment être replacées par le lecteur canadien dans le cadre du système bancaire français. Il y a toujours grand risque à oublier que, sur ce point, la lecture des auteurs étrangers exige toujours une transposition.

Quant à la description — fort détaillée — de la notion même d'épargne, elle constitue peut-être la meilleure partie d'une étude dont nous ne saurions trop recommander la lecture.

Jean Mehling

Les avantages et les inconvénients économiques d'une population stationnaire, par JOSEPH STASSART. Un vol., 6¼ po. x 9¼, broché, 256 pages. — FACULTÉ DE DROIT, LIÈGE ET MARTINUS NIHOFF, La Haye, 1965.

Entre 1900 et 1941, sauf quelques exceptions telle la fin de la première guerre mondiale, le taux de natalité de la Belgique a baissé continuellement, passant de 29 pour mille à 12 pour mille. Après une montée entre 1942 et 1946, il s'est stabilisé à un taux de 17 pour mille. La stabilité du taux de mortalité depuis 1926 environ, si l'on excepte la deuxième guerre mondiale, a fait que le taux d'accroissement naturel de la population belge a suivi, tout au moins depuis cette époque, un mouvement à peu près identique à celui du taux de natalité. Depuis 1946, l'accroissement naturel de la population s'est effectué à un taux variant entre 4 et 6 pour mille. La première partie de l'ouvrage de M. Stassart est consacrée à ce phénomène.

À la suite du cri d'alarme que plusieurs ont jeté et des différentes suggestions qui ont été faites, l'auteur se propose, dans la suite de son étude, « d'apprécier

LES LIVRES

les avantages et les inconvénients respectifs d'une croissance démographique « lente » et d'une croissance démographique « rapide ».

La deuxième partie de ce volume est donc consacrée aux « avantages économiques d'une population stationnaire ou faiblement croissante ». La troisième partie porte sur « les arguments favorables à la thèse nataliste ». Enfin, dans une dernière partie, l'auteur commente les études qui ont été faites concernant les relations entre la croissance démographique et la croissance économique dans divers pays.

Les arguments d'ordre économique invoqués par les malthusiens sont que, d'une part, une fécondité basse tend à augmenter l'importance relative de la population active et élargit les possibilités de travail pour la femme et, d'autre part, le poids des investissements démographiques est moindre. Pour les partisans de la thèse nataliste, les investissements démographiques augmentent la production par tête, la croissance démographique facilite les adaptations de la structure professionnelle et constitue, au surplus, un facteur de plein emploi. La présentation de chacun de ces arguments est suivie d'une critique de l'auteur qui apporte un certain nombre d'objections.

Quant à nous, M. Stassart a rejoint les objectifs qu'il s'était fixés au départ, soit de présenter les avantages respectifs des deux thèses en présence, d'en préciser les limites, sans essayer de trancher le débat. D'autres ont essayé, en vain, de le faire. Dans ce domaine, tout ce que l'on peut tenter, c'est d'éclairer le mieux possible ceux qui sont responsables de la décision finale, de leur faire voir à l'aide des expériences déjà faites et de l'analyse, les avantages et les inconvénients de l'une ou l'autre politique dans la situation du moment.

Même si les spécialistes de ces questions n'apprendront pas grand-chose de neuf, fondamentalement, la clarté et la logique de cet ouvrage lui donnent une valeur certaine. Tous ceux qui cherchent à voir clair dans ce domaine ont tout intérêt à le lire.

Denis Germain

Economic Aid and International Cost Sharing, par JOHN PINCUS. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 221 pages. — THE JOHNS HOPKINS PRESS, Baltimore (Maryland), 1965.

L'auteur cherche à déterminer quelle serait la façon de partager équitablement les coûts de l'aide économique aux pays sous-développés. Dans les deux premiers chapitres, il montre l'origine du problème : si l'aide est nécessaire c'est que l'évolution des échanges extérieurs ne laisse pas croire que les pays sous-développés pourront satisfaire de cette façon leurs besoins en devises étrangères et que, par ailleurs, l'entrée de capitaux privés ne sera pas non plus suffisante.

Une fois ces constatations faites, J. Pincus s'interroge sur la signification, pour un problème d'une portée internationale, du partage du fardeau. Il analyse patiemment les arguments que l'on invoque pour justifier la demande d'aide économique et l'offre de cette aide. Si l'aide se justifie, en fonction de quels critères